

KHI-DEUX

Bulletin trimestriel de l'activité statistique au Mali

2016 n°13

20 septembre 2016

Institut National de la Statistique (INSTAT)

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- DOSSIER DU TRIMESTRE
- ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL:
 - ◊ INSTAT
 - ◊ DRPSIAP
 - ◊ CPS
 - ◊ Observatoires
- LES UTILISATEURS ET NOUS

Tout plan de communication doit être associé à un plan stratégique qui précise la vision, la mission et les changements clés à opérer, en tant que composante indispensable à l'atteinte des objectifs stratégiques

Editorial

Le deuxième trimestre de l'année 2016 a été caractérisé par la tenue des sessions Technique et Politique de la revue du Schéma Directeur de la Statistique (SDS).

L'INSTAT a le plaisir de mettre à votre disposition le numéro 13 du « KHI-DEUX » qui entend donner, dans un format assez concentré, des informations sur les activités majeures réalisées par le Système Statistique National (SSN) au cours du deuxième trimestre 2016.

A cette fonction de diffusion des activités statistiques, nous avons choisi d'ajouter comme d'habitude deux rubriques plus spécifiques.

La première intitulée « Dossier du trimestre »

se propose d'attirer l'attention sur une problématique économique, sociale ou culturelle ressortie des travaux réalisés par le SSN afin de contribuer à l'amélioration des résultats des politiques publiques.

Ce numéro traite du thème «



Seydou Moussa TRAORE
Directeur Général de l'INSTAT

Diffuser du savoir »

La seconde rubrique, intitulée « **Les utilisateurs et**

nous », permet de recueillir les points saillants de l'interview accordée à un utilisateur de données statistiques, occasion de recueillir son regard critique sur la production, la diffusion et l'utilisation des données statistiques et aider le SSN à mieux répondre aux besoins des utilisateurs.

Ce numéro vous présente l'interview que nous a accordée Monsieur **Ama-dou SIDIBE**, Directeur adjoint de la Bibliothèque Nationale (BN) que nous remercions.

Chers lecteurs, l'INSTAT compte sur vos critiques et suggestions pour améliorer les futurs numéros.

Dossier du trimestre. Diffuser du savoir

Communiquer semble aller de soi, simple et naturel. Mais avec la complexité des organismes, communiquer devient également complexe, sensible et difficile. Il faut communiquer à l'interne avec les associés comme à l'externe avec ses partenaires. Le message transmis de l'organisme vers les parties prenantes subit du bruit qu'il faut réduire au minimum pour que le message reçu soit le reflet presque parfait du message émis.

Un bon plan de communica-

tion est un outil de relations publiques et de promotion des stratégies de production et de distribution du savoir. Il contribue au réseautage et à la mobilisation des ressources auprès des diverses parties prenantes. Il n'est toutefois utile que s'il participe du développement de l'organisation, bref de l'atteinte de sa stratégie globale.

Même en dehors de tout plan spécialement conçu, la communication est im-

portante parce que GREAT n'est pas seul mais bien au contraire se trouve en concurrence avec d'autres centres de recherche, des universités et autres associations à but non lucratif, sur le terrain de la recherche et de la formation ainsi que sur celui de la consultance. En faisant un plan, la communication est alors pensée à travers une stratégie avec des objectifs précis. Il est justement cet ensemble cohérent d'actions à mener pour produire et diffuser



Si le rôle des Institutions est de faire changer d'attitude et de faire connaître, le rôle de la communication est de faire comprendre et de faire adhérer.



des messages indispensables à la réalisation de la mission de GREAT
Introduction. La problématique de la communication est généralement posée en terme de triade "informer, échanger et changer de comportement".

Il s'agit, en matière d'information, de communiquer le bon message, à la bonne cible et amener celle-ci à agir dans un sens voulu ou tout au moins dans un sens pas contraire aux objectifs stratégiques de l'organisation. Encore faut-il que le bon message soit transmis sur le bon support.

1. Contexte

Le plan de communication est généralement associé à un plan qui précise la vision, la mission et les changements clés à opérer, en tant que composante indispensable à l'atteinte des objectifs stratégiques de l'organisation. En tant que tel, il accompagne la production du savoir au Mali. GREAT se veut une organisation socialement utile parce que participant de la mise à disposition de preuves empiriques pour l'évaluation et l'élaboration de politiques économiques en faveur du bien-être collectif. Il entend apparaître aux yeux du public comme un organisme vivant, produisant, publiant et diffusant du savoir au bénéfice du politique, du grand public, des parties prenantes et des décideurs à quelque niveau qu'ils se trouvent.

Il instruit à GREAT trois axes majeurs de communication à savoir :

- ◆ l'affirmation de son identité dont sa vision de producteur de savoir, ses valeurs de la démarche qualité et la probité morale, son slogan de contribuer au changement et qualitativement de la société par la réflexion ;
- ◆ le renforcement de son attractivité, à travers son site web et l'organisation régulière des journées du savoir ;
- ◆ la parution régulière des organes de presse, actuels ou à venir en maintenant la ligne éditoriale fondée sur les valeurs contenues dans le plan stratégique.

2. Objectifs stratégiques

Conformément à sa vision, GREAT communique en vue de la réalisation de ses axes stratégiques, à savoir influencer le politique, influencer le débat public, diffuser le savoir et œuvrer à l'amélioration continue de sa performance organisationnelle. A ces axes sont associés trois objectifs majeurs :

- ◆ faire connaître GREAT ;
- ◆ rendre attractif et faire aimer ce qu'il fait ;
- ◆ inviter les partenaires à le soutenir parce que adhérant à sa vision et à sa mission.

Ce soutien peut permettre d'accéder à des ressources, de conquérir et de fidéliser de nouveaux partenaires.

3. Diagnostic

L'évaluation de la communication existante et/ou des actions en cours en la matière fait ressortir la faiblesse des moyens mis dans ce secteur comparativement aux autres départements et surtout comparativement aux compétiteurs, même locaux.

Seulement deux outils phares ont jusqu'ici été utilisés à bon escient, à savoir les revues ([Great_Savoir](#), [Great_Cahiers](#)) et le site web (www.greatmali.net).

La distribution reste à petite échelle et la consultation n'est pas encore propulsée par un travail de marketing associant le design et le recours à la publicité augmentant l'attractivité du site sans parler de l'inscription du portail GREATc sur des sites de référence nettement plus consultés.

4. Plan d'action

L'accent est mis ici sur les messages à promouvoir, les cibles destinataires des messages (partenaires, presse, individus, communauté, etc.), les supports de communication à privilégier et le calendrier de mise en œuvre du plan.

GREAT doit transformer en messages ses résultats de recherche, les communiquer aux bonnes personnes, au bon moment et à bon escient.

GREAT doit également communiquer ce qu'il est en tant qu'organisation de la société civile, en tant que centre de recherche, en tant qu'établissement de formation et organe de diffusion de savoir au grand public.

Le plan de communication comprend désormais :

- ◆ la poursuite des publications et leur plus grande distribution ;
- ◆ l'animation du site web et la distribution à des partenaires a i r e s par email de l'ensemble des parutions du groupe ;
- ◆ la production d'articles siglés tels que calendriers, blocs-notes, portedocuments, ... ;
- ◆ l'organisation de manifestations événementielles, en particulier l'organisation des journées du savoir par an ;
- ◆ l'animation de points de presse ;
- ◆ la réalisation d'un film documentaire sur GREAT non pas en termes de biographie du personnel mais en termes de production scientifique, de vision, de partenariat et d'ambitions ;
- ◆ le recours à la signalétique.

5. Ressources

Les ressources dédiées à la communication proviennent de celles plus générales de l'organisation. Ce sont les moyens matériels, techniques et financiers.

Ce sont aussi les compétences professionnelles du personnel et l'apport individuel et collectif des membres du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'association.

Pour que GREAT participe socialement à la mise à disposition de preuves empiriques pour l'évaluation et l'élaboration de politiques économiques, il doit communiquer avec ses principaux partenaires, d'où le présent plan de communication.

Celui-ci privilégie trois axes majeurs que sont l'affirmation de l'identité de l'organisation, ses valeurs, son slogan, etc.), le renforcement de son attractivité et la parution régulière de ses organes de presse.



La Gestion axée sur les Résultats (GAR) est l'instrument sur lequel s'appuie l'Institut National de la Statistique et ses démembrements en vue d'atteindre les objectifs du système Statistique National du Mali tout en améliorant les performances individuelles des agents et les capacités d'interventions des structures.

L'organisation des revues du SDS doit permettre de développer un dispositif de collecte et de traitement des informations nécessaires à la rédaction du rapport "Bilan des activités et programme statistique" pour la revue du SDS.



ECHOS DU SYSTÈME STATISTIQUE NATIONAL

INSTAT

Dans le domaine des statistiques de conjoncture, il a publié :

- L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle rénové N°000 ;
- L'indice des prix à la production industrielle (IPPI) rénové N°000
- La note de conjoncture 3ème trimestre 2015 ;
- Le bulletin de conjoncture 3ème trimestre 2015.

Dans le domaine des statistiques économiques, il a publié :

- les Bulletins de l'Indice Harmonisé des Prix à la consommation des mois d'avril, mai et juin 2016 ;
- L'Indice des matériaux de construction des mois de mars, avril et mai 2016.

Enfin, l'INSTAT a publié le bulletin trimestriel « KHI-DEUX N°12 »

Ils sont tous accessibles sur le site de l'INSTAT et support papier.

L'INSTAT a organisé la revue du Schéma Directeur de la Statistique (SDS) au cours de laquelle les recommandations pertinentes suivantes ont été formulées à l'endroit du SSN

- ♦ Prendre les dispositions idoines pour la participation des premiers responsables des CPS aux sessions techniques de la revue du SDS ;
- ♦ Prendre des dispositions nécessaires pour la tenue régulière des réunions statutaires des comités de coordination des Cellules de Planification et de Statistique courant 2016 ;
- ♦ Produire les indicateurs économiques régionaux en vue d'accompagner la régionalisation et la mise œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali
- ♦ Assurer une large diffusion des nouveaux textes du SSN

L'INSTAT a participé du :

- 06 au 28 avril 2016 à Bangkok (Thaïlande) à l'atelier MICS WORKSHOP ON DATA INTERPRETATION, FURTHER ANALYSIS, DISSEMINATION ;
- 08 au 28 avril 2016 en Ile Maurice, à la session de formation sur les statistiques des comptes nationaux ;
- 17 au 23 avril 2016 à Lomé (Togo), à la formation régionale de mise à niveau sur la version SQLD D'EUROTRACE ;
- 19 au 23 avril 2016 à Addis Abéba (Ethiopie), à la réunion du groupe AFRICAN sur la comptabilité nationale ;
- 26 au 30 avril 2016 à Abidjan (Côte D'Ivoire) à la réunion technique avec les comités nationaux de politiques économiques (CNPE) ;
- 30 avril au 07 mai à Lusaka



(Zambie) à des ateliers sur le développement du guide étape par étape pour l'amélioration des décès et des causes décès) et (partage d'expériences sur les évaluations et la présentation de plan de développement pour l'amélioration de l'enregistrement des faits d'états civil et de statistiques de l'état civil (EFSEC)) ;

- 30 avril au 08 mai 2016 à Stockholm (Suède), au voyage d'étude sur les statistiques économiques ;
- 02 au 06 2016 mai à Istanbul (Turquie) à l'atelier d'orientation sur les enquêtes sur le tabac ;
- 10 au 14 mai 2016 à Dakar (Sénégal) à la réunion

du groupe de travail du comité ;

- 14 au 21 mai 2016 à Kampala (Ouganda) à l'atelier régional de lancement de l'évaluation légère de systèmes nationaux de statistiques agricoles en Afrique ;
- 18 au 30 mai 2016 à Baltimore (USA) à l'atelier NEP STATFARM pour le renforcement de capacité en statistique ;
- 21 au 28 mai 2016 à Stockholm (Suède), au voyage d'étude sur les statistiques environnementales ;
- 29 mai au 04 juin 2016 à Addis Abéba (Ethiopie) à la réunion de groupe d'expert sur la production des statistiques essentielles de civil desquels d'enregistrement et conférence internationale



nal sir les meilleurs pratique dans CRVS d'Afrique de l'Asie

- 08 au 11 juin 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) à la rencontre d'échanges avec les points focaux statistiques de la CEA dans les pays membre de la CEDEAO ;
- 11 au 19 juin 2016 à Stockholm (Suède) au voyage d'étude sur les statistiques économiques ;
- 19 au 30 juin 2016 à Banjul (Gambie) au au cours Régional sur les Statistiques de la balance des paiements.



Rencontre de cadrage des services régionaux en charge des questions de planification dans le cadre de l'élaboration des Programmes transfrontaliers de Développement Local des deux espaces Kénieba - Saraya et Bakel - Kayes

Une bonne planification régionale et locale exige toujours l'utilisation des statistiques fiables et à jour.



Personnel DRPSIAP District de Bamako

DRPSIAP

1. La DRPSIAP de Ségou a, au titre des opérations spéciales, organisé l'enquête sur l'insertion des diplômés de l'enseignement technique et professionnel de 2013 au Mali en vue de suivre le parcours d'insertion professionnelle des diplômés (CAP et BT) de l'enseignement technique et professionnel 2013.

Cette opération d'un mois a été financée par l'ONEF.

Elle a également pris part à l'atelier d'affinement des données du secteur primaire sur le revenu des ménages. Cet atelier de deux (2) jours a été financé par le PADRE/GIZ en partenariat avec le Conseil Régional.

Au titre des rencontres, elle a participé à la rencontre du Comité Régional de veille pour l'approvisionnement en produits de première nécessité qui a pour objet d'assurer l'approvisionnement correct des populations en produits de première nécessité.

Cette rencontre qui s'est tenue au Gouvernorat a regroupé les services techniques de l'agriculture, de la sécurité intérieure et de la sécurité alimentaire.

Elle a également participé à toutes les réunions techniques du système d'alerte précoce (SAP) tenues à la DRPSIAP et regroupant les membres du groupe régional SAP.

Au titre des missions et appuis technique, la DRPSIAP a participé à la collecte de données et d'informations pour l'élaboration du Schéma d'Aménagement et de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (SADD-DIN) qui a pour objet d'assurer une meilleure exploitation des ressources du DIN.

2. La DRPSIAP de Gao a, au titre des rencontres, participé à l'atelier sur le ciblage communautaire. Tenu à Mopti sur financement de la Banque Mondiale, l'atelier a vu la participation du Gouvernorat, de la DRDS, de la DRPSIAP, des Maires et secrétaires généraux des 6 communes du cercles de Gao, Niafunké et Youwarou.

Elle a également participé à l'atelier de Restitution de la collecte des données pour l'actualisation de la base de données

du système d'Alerte Précoce (SAP) en vue de la diffusion des résultats de l'enquête.

Cet atelier tenu à Gao a vu la participation du Préfet du cercle de Gao, de la DRPSIAP Gao, des services du développement rural, de l'OXFAM, de l'ACF, du PAM et de la FAO.

Elle a également participé à l'atelier technique sur la démarche opérationnelle, de capitalisation des expériences en développement économique régional en vue d'identifier les pistes pour améliorer les capacités des acteurs régionaux pour la maîtrise d'ouvrage du développement économique régional et local.

Tenu à Sikasso sur financement du Projet d'Appui Institutionnel au processus de la Régionalisation (PAIR), l'atelier a regroupé les représentants de la Direction Générale des Collectivités Territoriales, l'équipe du PAIR et les représentants des régions.

Elle a enfin participé à la Session extraordinaire de l'Agence de Développement Régional (ADR) Gao dont l'objectif est d'amender et d'adopter le règlement intérieur et le manuel de procédure de l'Agence.

Financée par le Projet d'Appui Institutionnel au processus de la Régionalisation (PAIR) et l'Agence de Développement Régional (ADR), la Session a regroupé les membres du conseil d'administration.

3. La DRPSIAP de Bamako a, au titre des opérations spéciales, participé à la réunion du Comité Régional d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) financée par l'ANICT et qui avait pour objectif l'approbation des demandes de financement des collectivités du district de Bamako sur la dotation investissement 2015 du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (FNACT). Tenue le 16 juin 2016, la réunion a fait l'état du point d'exécution du

FNACT de 2013.

Les DRPSIAP ont dans leur ensemble participé à l'atelier de la Revue du Schéma Directeur de la Statistique tenue à Bamako et dont l'objectif de faire le bilan 2015 du SDS et de présenter les programmes 2016, 2017 -2019.

Elles ont également participé à l'atelier national de validation de la Politique Nationale de Population (PNP) tenu à Bamako sur Financement du FNUAP et du Budget National.

Elles ont également participé 18 au 22 avril 2016 à la session de formation des enquêteurs, contrôleurs et superviseurs de l'EMOP (Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages) qui a vu la présentation du manuel, du guide de l'enquêteur et du guide du contrôleur.

Cette session qui s'est déroulée à la Maison du Partenariat a été financée par la Coopération Suédoise et le Budget National.

Elles ont enfin participé du 20 au 24 juin 2016 à Sikasso à l'atelier de capitalisation des expériences des conseils régionaux et du district de Bamako en matière de maîtrise d'ouvrage du développement économique régional (DER).

Financé par Union Européenne, Belgique, Budget national en partenariat avec KIT (The Royal Tropical Institut), l'atelier a regroupé les représentants des Conseils régionaux et des DRPSIAP des huit régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal) et du District de Bamako.

CPS

1. CPS Secteur Santé, Développement Social, Promotion de la Femme

Au titre des opérations spéciales, la CPS/SSDSPF a participé sur financement de l'UNFPA au processus d'élaboration et de validation de l'annuaire 2013 du système d'Information Hospitalier en vue de le rendre disponible.

Elle a également procédé toujours sur financement UNFPA et avec l'appui technique de l'INS-TAT, de l'INRSP, de la Direction Nationale de la Santé, de la Direction Générale du Budget, et les DFM des trois ministères du secteur Santé, Développement Social et Promotion de la Famille. à la restitution du compte satellite de la santé appelé « comptes de la santé » de l'année 2013.

2. CPS Secteur Mines et Energie

Au titre des rencontres, la CPS a participé à la Cellule d'Appui à la Réforme des finances Publiques (CARFIP), à l'atelier de formation Gestion Axée sur les résultats (GAR) financé par le ministère de l'Economie et des Finances. L'objectif de cet atelier était d'amener les participants à maîtriser la démarche GAR d'une part et d'autre part, les sensibiliser aux principaux outils stratégiques et opérationnels de la GAR afin de les rendre plus aptes à les utiliser.

Elle a également participé à la session de formation sur les méthodes statistiques de base dans le cadre du renforcement des capacités du personnel du Système Statistique National. Cette formation tenue au Centre de Formation et de perfectionnement en Statistique (CFP-STAT) sur financement du FNUAP a vu la participation de agents de l'INSTAT, des CPS et des DRPSIAP.

3. CPS Secteur Education

Au titre des opérations spéciales, la CPS a produit les données de la collecte rapide pour la revue sectorielle de l'éducation dont l'objet était d'analyser les indicateurs des données du fondamental. L'opération qui a duré 21 jours a été financée sur budget national.

Elle a également procédé à Ségou au contrôle de cohérence des données de la base « statéduc » en de les comparer avec celles issues de la collecte rapide. Cette opération de 10 jours a coûté au budget national plus de 8 millions de francs CFA.

Elle a enfin procédé à la production du rapport pour la revue par les pairs de la CEDEAO en vue d'évaluer le système d'information et de gestion de l'éducation du mali par les experts pairs. Cette opération de 11

jours a été financée sur le budget national pour de 3 935 470 FCFA.

Au titre des rencontres, elle a participé aux ateliers du contrôle de cohérence des données de la base statéduc et de production du rapport pour la revue par les pairs.

Tenus à la CPS sur financement du budget national, ces deux ateliers ont vu la participation de l'équipe technique de la CPS Education.

Au titre des publications réalisées, la CPS a publié la Synthèse des données provisoires du fondamental liées à la collecte rapide accessible sur supports papier et électronique.

4. CPS Secteur Développement Rural

Au titre des opérations spéciales, la CPS/SDR a réalisé du 3 avril au 2 mai 2016, l'enquête pilote de Recensement Général Agricole (RGA) volet agriculture dans les régions de Kayes, Sikasso et Mopti en vue de tester les outils conçus pour le RGA.

Elle a également procédé les 25 et 26 avril 2016 à des échanges sur la méthodologie du RGA.

Au titre des rencontres, elle a participé les 27 et 28 avril 2016 à l'atelier de formation des agents recenseurs de la région de Koulikoro dans le cadre du recensement des exploitations agricoles péri

l'atelier de compilation et validation des données de la base CountryStat. Tenu à Ségou sur financement PAPAM, l'atelier a regroupé les représentants de l'agriculture, de l'élevage, de l'INS-TAT, de la DNP, de la DNCC, de la Météo, de l'Hydraulique et la DNEF.

Elle a enfin participé du 09 au 18 mai 2016 à l'atelier de révision des outils (manuels et questionnaires) de l'EAC 2016/2017 avec pour objet d'améliorer les outils de collecte des données et de procéder au transfert des programmes futurs de l'EAC sur pc-tablette. Tenu à Ségou sur financement PAPAM, l'atelier a regroupé les membres du Bureau Central de Recensement Agricole et les superviseurs régionaux de l'EAC de Ségou.

5. CPS/Secteur Equipement, Transport et Communication

La CPS/SETC a, au titre des rencontres, participé le 28 avril 2016 à l'atelier de validation des informations sur les projets et programmes du Secteur.

Tenu à la DFM sur financement du budget national, l'atelier a vu la participation de toutes les structures du Secteur Equipement, Transport et Communication.

Elle a également participé le 13 mai 2016 à l'atelier de validation du rapport provisoire de la Revue 2015 du Secteur Equipement, Transport et Communication. Tenu à la DFM sur financement du budget national, l'atelier a vu la participation de toutes les structures du Secteur Equipement, Transport et Communication.

Elle a enfin participé du 9 mai au 4 juin 2016 au Centre du Secteur Privé à l'Atelier de formation des agents non statisticiens du SSN en technique statistique de base.

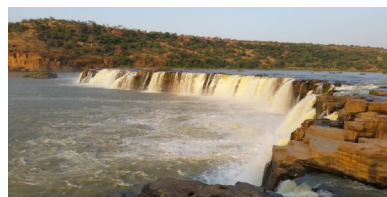
Financé par le FNUAP, l'atelier qui a regroupé les agents du SSN avait pour objectif de les initier à la méthode de collecte des données.



Atelier CountryStat

urbaines. Financé sur le budget national, cet atelier avait pour objectifs d'identifier toutes les concessions péri urbaines de type rurale et de procéder à l'administration des questionnaires élaborés.

Elle a également participé du 03 au 07 mai 2016 à



Projet Hydro-électrique de Gouina



CPS Secteur Equipement Transport et Communication



Observatoire Développement Humain Durable



Observatoire du Marché Agricole



Rayons de la Bibliothèque Nationale



Direction Nationale des Archives du Mali

Au titre des Protocoles et Conventions la CPS a signé le 20 juin 2016 un protocole d'accord avec la Direction Nationale des Routes en vue de définir les modalités pratiques de mise en œuvre des missions de suivi-évaluation des travaux de l'entretien routier au cours de l'exercice 2016.

Au titre des publications réalisées, la CPS a publié l'Annuaire Statistique 2014 dans le domaine des Statistiques des transports et des infrastructures de transport (routier, aérien, fluvial et ferroviaire) et des Statistiques du sous-secteur Communication accessible en version imprimée et électronique.

5. CPS/Secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité Intérieure

La CPS/SATFPSI a, au titre des rencontres, participé à la première réunion du Comité de Coordination de la CPSSATFPSI qui avait pour objet la présentation du programme d'activités 2016 de la CPSSATFPSI.

Tenue au Cabinet du Ministère de la Décentralisation et de la Réforme de l'Etat (MDRE), elle a vu la participation des Secrétaires généraux du MAT, du MSPC, du MRN, du MTPF, du MATP, du MARC, les représentants du MEF, du MIC, de la DNP, de l'INSTAT, de la DNAT, de la CPSSATFPSI et des PTF intervenant dans le secteur Administration Territoriale, Fonction Publique et Sécurité intérieure.

Au titre des publications réalisées, la CPS a procédé le 23 juin 2016 à une large diffusion de l'annuaire statistique 2014 du secteur grâce à l'appui financier de la CTB à travers le PAI-MAT/MDRE. Le document est accessible sur support papier et sur le site web.

Au titre des missions et appuis techniques, la CPS a effectué des missions de suivi physique et financier des projets/programmes d'investissements publics dans les régions de Kayes, Koulikoro et Mopti.

Ces missions avaient pour objectifs de faire le point de l'état d'exécution physique et financière des projets et programmes dans les régions de Kayes Koulikoro et Mopti ins-

crits au Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2015-2017 et au Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2015 et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leur performance. Il s'agissait donc :

- de faire le point de l'état d'exécution physique et financière des projets et programmes ;
- d'identifier les difficultés d'ordre physique et financier des infrastructures visitées ;
- de constater l'état d'avancement des chantiers en cours ;
- d'identifier les difficultés et contraintes rencontrées dans leur mise en œuvre ;
- de faire des recommandations visant à améliorer la gestion des projets/programmes et l'organisation des missions de terrain ;
- d'explorer des solutions susceptibles d'améliorer les performances des projets/programmes

OBSERVATOIRES

1. Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD)

L'ODHD a, au titre des rencontres, participé à l'atelier sur la revue des programmes du MSAHRN réalisations 2015

Financé par le Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du NORD (MSAHRN), l'atelier qui s'est tenu à l'IERGG (Maison des aînés) a vu la participation des représentants des structures techniques du Ministère et des structures de mise en œuvre des programmes.

Il a également organisé la rencontre sur l'examen technique et la validation de l'étude sur Développement de la couverture maladie universelle au Mali : forces, contraintes, enjeux et perspectives.

Cette rencontre tenue à l'ODHD/LCP a regroupé les membres du comité scientifique élargi de l'ODHD, les

structures techniques étatiques les Organisations de la société civile et les Organisations privées.

Il a également organisé à Bamako l'atelier de validation du rapport de l'étude sur « Développement industriel, émergence et réduction de la pauvreté au Mali ». Cette rencontre tenue à l'ODHD/LCP a regroupé les membres du comité scientifique élargi de l'ODHD, les structures techniques étatiques les Organisations de la société civile et les Organisations privées.

Au titre des publications réalisées, l'ODHD a publié en juin 2016 le Rapport National sur le Développement Humain (RNDH) édition 2016 sur le thème « Migration, développement humain et lutte contre la pauvreté au Mali » accessible sur support papier.

2. Observatoire du Marché Agricole (OMA)

L'OMA a au titre des publications, produit les bulletins mensuels d'avril, mai et juin 2016 « Reflet » portant sur les prix et quantités des céréales, des produits non céréaliers, des produits halieutiques, des intrants et du matériel agricole tous disponibles et accessibles sur son site www.oma.gov.ml

Il a également publié les rapports hebdomadaires (Communiqué, Poï Kan Poï, Situation et Synthèse) des mois d'avril, mai et juin 2016. Ils portent sur les données et analyses des prix des produits agricoles accessibles sur son site.

Il a aussi publié le rapport des flux transfrontaliers (avril et mai) des données sur les produits agricoles importés et exportés.

Il a enfin publié le Bulletin trimestriel Riz (avril, mai et juin) portant sur l'analyse des prix et quantités de riz (local et importé) accessible sur son site web.

LES UTILISATEURS ET NOUS

Points saillants de l'interview de Monsieur Amadou Békaye SIDIBE Directeur adjoint de la Bibliothèque Nationale



Pour ce numéro, l'INSTAT a approché la Bibliothèque Nationale (BN) en vue de recueillir ses avis sur les produits de la statistique et les utilisations qui en sont faites.

La Bibliothèque Nationale utilise en général les statistiques dans presque tous les domaines. Les données utilisées sont généralement les agrégats et les statistiques de base.

Les statistiques proviennent principalement de l'INSTAT, des CPS de la Banque Mondiale, des Nations Unies, de la FAO, de l'IFLA et de l'UIT.

L'accès aux données est facile et se fait sur support papier, électronique et par l'internet.

La Bibliothèque Nationale fait généralement le déplacement chez le producteur pour y avoir accès.

La Bibliothèque Nationale pense que l'INSTAT ne fait pas suffisamment la promotion de ses publications

La Bibliothèque Nationale n'entretient pas relations particulières avec l'INSTAT, ni avec les autres structures du SSN mais reconnaît que l'INSTAT fait de gros efforts pour le traitement des données. Les chiffres utilisés le sont à titre médiatique pour informer ou retransmettre l'information vers des tiers et à titre analytique pour comparer des situations dans le temps.

La Bibliothèque Nationale a déjà utilisé les données statistiques produites par l'INSTAT pour élaborer les documents (mémoires, rapports et même thèses des usagers de la Bibliothèque) d'une part et d'autre part pour mettre en place les services pour les utilisateurs de la Bibliothèque.

La Bibliothèque Nationale est satisfaite des données utilisées, elle pense que le fac-

teur limitant l'utilisation des statistiques est le manque d'information sur la diffusion. Pour la Bibliothèque Nationale, il est nécessaire de disposer de données sur les bibliothèques, centres de documentation et services d'archives, Internet dans ces services, et avoir une couverture nationale pour ces données.

La Bibliothèque Nationale estime que l'INSTAT, pour rendre plus accessibles ses données, doit travailler étroitement avec les bibliothèques universitaires, nationales et même les bibliothèques de lecture publique dans les régions.

La Bibliothèque Nationale serait intéressée par une formation à l'utilisation des statistiques sous forme d'ateliers de 5 jours pour 7 à 10 personnes. Ces formations pourront se faire à l'aide d'outils informatiques comme SPSS et EPIINFO. Les principaux sujets à aborder au cours de ces ateliers doivent être du domaine des sciences de l'information (Bibliothèques, Centres de documentation, services d'archives, Internet...).



Bibliothèque Nationale du Mali

Le développement durable nécessite des statistiques sectorielles et locales appropriées.



Avenue de la Nation, ACI 2000, IMM. MEFB
BP 12, Bamako, Mali

Téléphone : (+223) 20 22 24 55/20 22 48 73
Fax : (+223) 20 22 71 45
E-mail : cnpe.mali@afribone.net.ml

Améliorer les résultats du développement est notre passion



Directeur de publication

Seydou Moussa TRAORE

Rédacteur en Chef

Karamoko DIARRA

Comité de rédaction

Souleymane KEITA

Mahamadou BAGAYOKO

Boubacar DEMBELE

Retrouvez-nous sur notre site:
www.instat.gov.ml